

PHILIPP MÜLLER

«IL FAUT SOIGNER LE PARTENARIAT SOCIAL EN SUISSE»

1^{er} MAI Pourfendeur des hauts revenus, le président du PLR s'oppose pourtant aux initiatives du PS sur les salaires. Pour la Fête du travail, il analyse les rapports employés-employeurs en Suisse et nos relations avec l'UE.

PHOTOS **BLAISE KORMANN** - TEXTE **FRÉDÉRIC VASSAUX**

Philipp Müller ne manque pas de sel. De sa poche intérieure de veston, il sort un flacon miniature d'Aromat et saupoudre son poisson. «C'est une habitude prise en Angleterre: c'est la seule manière de pouvoir manger là-bas, ça vous sauve de la tradition culinaire anglaise», dit-il, un indéfinissable sourire aux lèvres. Le président du PLR épice depuis un an la politique helvétique. Direct, terre à terre, son langage parfois fleuri tranche avec l'habituel discours policé des élus radicaux. Récemment, il a qualifié un grand patron, sans le nommer (Sergio Ermotti, CEO d'UBS, croit savoir le *Sonntagsblick*), de trou du c... pour son arrogance à justifier un salaire de près de 9 millions de francs. Petit entrepreneur, l'Argovien se démarque de l'image d'un parti bourgeois bras armé des multinationales et de la haute finance. Lui veut replacer le parti plus proche du peuple et des soucis des patrons de PME. Plâtrier de formation, à l'occasion de la Fête du travail il évoque les rapports entre patrons et ouvriers, la thématique des salaires et nos liens avec l'Union européenne au moment où la Suisse vient de décider d'activer la clause de sauvegarde.

Que signifie le 1^{er} Mai pour vous?

Rien. Pour moi, c'est un jour de travail comme les autres.

La Fête du travail n'a-t-elle pas un sens particulier?

Si, bien sûr. C'est un symbole fort et important du partenariat social qui règne en Suisse, liant syndicats et associations patronales, employés et chefs d'entreprise, et qui garantit la paix sociale et la paix du travail dans notre pays. Un partenariat qui fait le succès de la Suisse.

Vous êtes patron, président d'un parti, mais plâtrier de formation. Vous sentez-vous proche des ouvriers?

J'ai travaillé pendant quatorze ans sur les chantiers, ai fait un apprentissage, je sais exactement ce que c'est que de travailler dur et d'avoir un petit salaire. A 22 ans, je suis rentré des Etats-Unis où je voyageais pour aider mon père qui était en train de faire faillite. J'aurais pu profiter de découvrir le monde comme on le fait souvent à cet âge-là, mais j'ai pris mes responsabilités. J'ai commencé avec 200 000 francs de dettes, je vous promets que, dans ces circonstances, on apprend vite à travailler dur.

Combien de personnes employez-vous?

Aucune, je n'ai même pas de secrétaire.

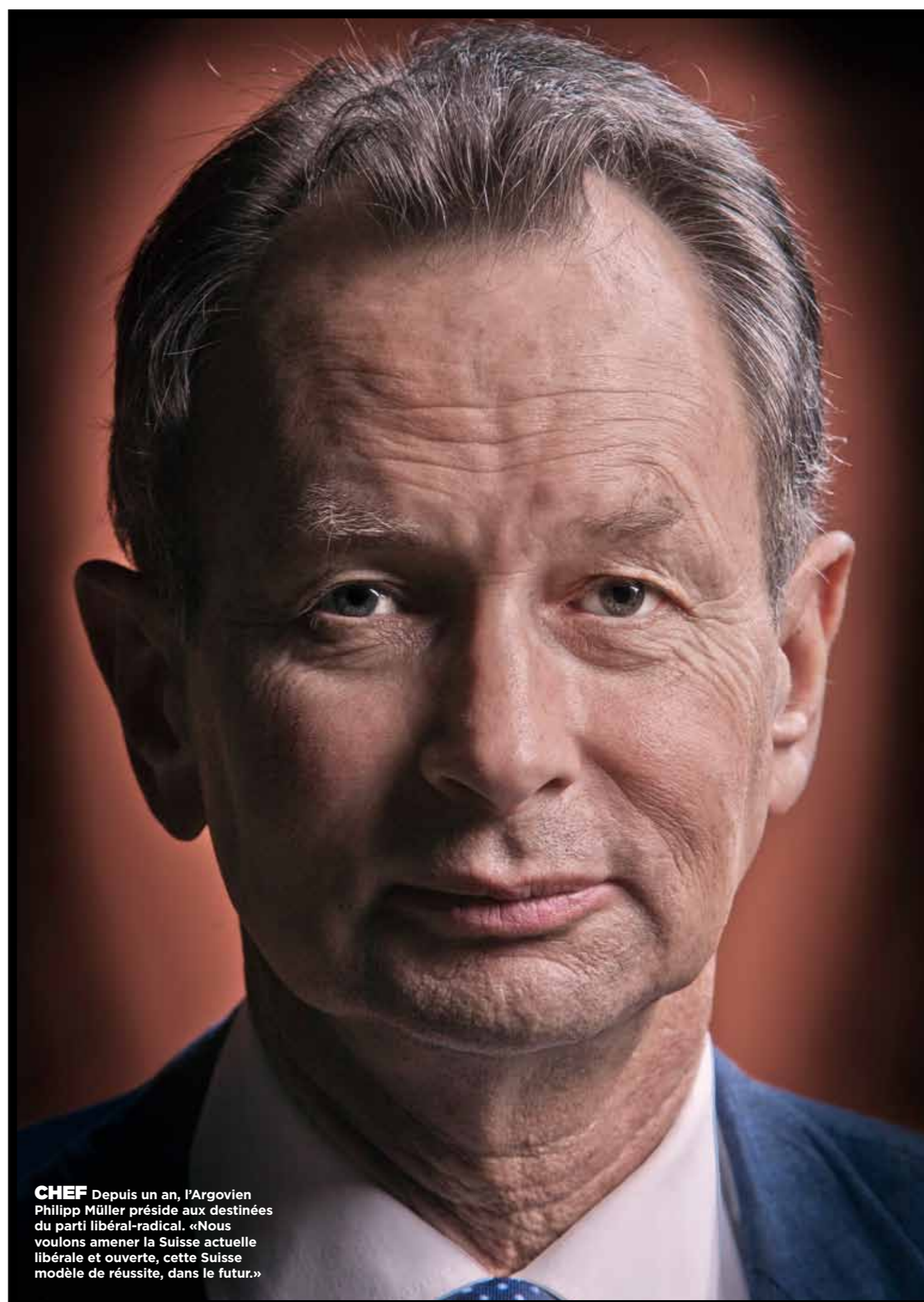
Comment aucune?! Vous êtes bien chef d'entreprise, non?

Oui, mais je suis le seul employé. J'ai créé une société d'entreprise générale. Quand j'ai des travaux à réaliser, je mandate des entreprises locales, contribuant de cette façon à la création d'emplois. C'est un système très efficace. Si vous avez des employés, vous devez toujours générer une certaine masse de travail. Mon système est plus souple. Et je ne suis pas complètement seul: j'ai mon ordinateur.

Vraiment?

Oui, je suis un fana d'ordinateurs! Déjà sur le système DOS, dans les années 80, j'avais écrit mes propres programmes. Je fais tout avec: la comptabilité, les budgets, l'organisation du travail sur les chantiers, etc. Et l'ordinateur ne réclame pas quand je l'allume au milieu de la nuit, n'exige pas de primes quand je l'utilise le week-end, il ne me demande que du courant.

Pas de salaire pour votre ordinateur. En revanche, vous avez fermement critiqué les rémunérations des managers tout ▶



CHEF Depuis un an, l'Argovien Philipp Müller préside aux destinées du parti libéral-radical. «Nous voulons amener la Suisse actuelle libérale et ouverte, cette Suisse modèle de réussite, dans le futur.»



en vous opposant à l'initiative Minder: où est la limite?

On ne peut pas la définir. Cela dépend de l'entreprise, de sa taille, du type de rémunération, etc. Fondamentalement, en Suisse on n'a pas de problème avec les riches. Que des patrons de petites ou grandes entreprises qui ont pris des risques, investi dans leur société, gagnent beaucoup d'argent est accepté par la population. Ce qui choque, c'est le salaire de quelques top managers, des employés qui ne risquent pas leur argent mais seulement leur emploi, et encore avec en plus un parachute doré. C'est un problème parce que cela favorise ensuite des initiatives absurdes comme l'initiative 1:12 qui veut limiter le salaire des cadres à douze fois celui de l'employé le moins bien payé.

Pourquoi absurde, cette initiative veut limiter les hauts salaires, ça devrait vous plaire?

Non, parce que beaucoup d'entreprises délocaliseront alors des emplois dans des pays qui attendent que la Suisse se tire une pareille balle dans le pied.

Quel rapport faut-il alors? 1:20, 1:30?

Non, non, l'Etat ne doit pas se mêler de la politique salariale des entreprises. L'initiative Minder a été acceptée, elle doit être mise en œuvre rapidement d'ici à la fin de l'année et de manière conséquente. En réalité les esprits ont déjà changé. Les actionnaires n'acceptent plus de telles rémunérations pour leurs dirigeants. Voyez le cas de Julius Bär, d'Actelion. Les actionnaires se révoltent contre la politique salariale des entreprises. L'autogénération de l'économie a commencé. Il faut maintenant donner une chance au système de s'équilibrer par lui-même.

Cela n'a pas fonctionné avant, pourquoi cela marcherait-il maintenant?

Parce que les gens ont commencé à penser différemment. Regardez: avant, lorsque le Parlement et le Conseil fédéral se mettaient d'accord sur un objet, celui-ci passait toujours en votation. Aujourd'hui, le peuple ne suit plus forcément ses élus. Prenez l'initiative sur l'internement à vie des criminels dangereux, sur les minarets, sur le renvoi des criminels étrangers ou Minder. C'est un signe concret des citoyens qui disent «On ne vous croit plus». Chez les actionnaires aussi, je constate un changement de mentalité. Désormais, peu d'assemblées générales voteront sans discussion le système de rémunération des cadres.

Les employés souhaiteraient, eux, un salaire minimum à 4000 francs. C'est trop?

Oui pour certains secteurs. Et que direz-vous aux apprentis qui gagnent 700 francs par mois alors qu'ils pourraient en gagner 4000 sans formation en travaillant sur un chantier? Ce serait les pousser à ne pas se former.

Ce n'est pourtant pas très élevé...

C'est vrai en Suisse, mais que faites-vous des régions frontalières? Récemment, j'étais en taxi près de la frontière bâloise. J'ai demandé au chauffeur allemand combien il gagnait. Il m'a dit 1300 euros. On a calculé qu'avec les impôts, le dentiste, l'assurance maladie déjà payés, cela faisait moins de 2000 euros, soit 2400 francs dans le meilleur des cas. Cela signifie qu'un salaire minimum de 4000 francs serait quasiment le double des minima allemands, soit un attrait énorme pour venir en Suisse.

Vous êtes contre l'initiative 1:12, contre le salaire minimal, vous étiez contre Minder, mais pour quoi êtes-vous?

Je suis pour le partenariat social qui a fait le succès de la Suisse, pour les CCT et pour les accords bilatéraux. Ces deux prochaines années vont être cruciales avec deux thèmes qui vont occuper les débats. A gauche, la thématique des salaires avec les initiatives dont on vient de parler et, à droite, avec la thématique sur la migration, l'initiative «contre l'immigration de masse» et le référendum à l'élargissement à la Croatie. Aujourd'hui, 60% de nos exportations partent dans l'UE. Tous les jours, le volume des échanges commerciaux entre la Suisse et l'UE représente un milliard de francs. Un milliard! Tous les jours! Autrement dit, les accords bilatéraux sont essentiels pour notre économie, nos exportations, mais aussi pour tous les sous-traitants. C'est bon pour tout le monde, car nous sommes tous interconnectés. Si, maintenant, vous attaquez la libre circulation des personnes, vous devez être conscient que, si l'accord saute, tous les autres accords sautent avec.

Activer la clause de sauvegarde, comme vient de le faire le gouvernement, était donc une mauvaise idée?

Non, le gouvernement a réagi ainsi de manière crédible en tenant la promesse faite au peuple lors de l'acceptation de la libre circulation. Cela lui facilitera la bataille contre l'initiative anti-étrangers de l'UDC ou contre un référendum contre l'élargissement à la Croatie, deux votations dangereuses pour la Suisse.

On a l'impression que le partenariat social dont vous parlez est malmené, que travailleurs et patrons se comprennent moins. Regardez chez les journalistes,

«Je viens d'une famille socialiste. Mon père et mon grand-père ont fait la grève à Zurich»

les éditeurs ont dénoncé la CCT, voyez le succès de Minder...

Je ne crois pas qu'il y ait moins de conventions collectives de travail aujourd'hui qu'il y a dix ans. Moi, je viens d'une famille socialiste. Mon père et mon grand-père ont fait la grève à Zurich. Ces combats ont toujours existé et aujourd'hui, dans la branche de la construction par exemple, les rapports sont bien plus civilisés. Il y a toujours des moments sans CCT, mais ensuite on se met autour d'une table et employés et patrons trouvent un arrangement. Pour ma part, je ne vois pas de fossé entre entrepreneurs

et employés, mais entre un petit groupe de personnes avec des salaires exorbitants et le reste de la population.

Un fossé qui tout de même péjore les relations entre salariés et employeurs...

Aujourd'hui, on doit faire attention à ne pas perdre ces votations, sur les salaires, sur l'asile, qui sont dommageables pour la Suisse, et pour le bien-être des Suisses. Cela signifie que l'on doit soigner le climat social dans ce pays. Aujourd'hui, avec 3,2% de chômage, nous vivons presque le plein-emploi, alors que la France est à plus

de 25% de chômage chez les jeunes, mais tous les jours on doit lutter pour que cela demeure ainsi. On doit résister à ce genre d'initiatives qui viennent de la droite ou de la gauche, car elles sont très dangereuses. Il faut considérer ces problèmes moins idéologiquement et plus pragmatiquement.

C'est-à-dire?

Il faut admettre par exemple que chaque année l'équivalent de la population d'une ville comme Saint-Gall débarque via l'immigration en Suisse est un vrai problème. Mais il faut aussi reconnaître que la dénonciation de l'accord sur la libre circulation n'est assurément pas la solution. En 2009, avec Fulvio Pelli on avait déjà proposé tout un catalogue de mesures qui n'ont jusque-là pas été entendues. Chaque année, environ 40000 personnes en provenance d'Etats tiers, soit hors UE, s'installent en Suisse. Là aussi nous avons des possibilités d'agir. Il faut admettre que, si l'asile représente 4% de l'immigration, il représente 95% de la colère et des problèmes ressentis. Il ne faut pas se cacher les choses, mais les résoudre ensemble loin des idéologies partisanes. ■